



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Start-up**

**OptimPharma lance la chasse au gaspillage des médicaments**

*La jeune pousse nantaise a conçu la première plateforme anti-gaspillage de médicaments à l'hôpital et dans les cliniques. OptimPharma ...* • (Page 08)

**Course à la tête de l'ONU**

**Entre équilibres géopolitiques et espoir d'une première femme**

*Alors que le processus de désignation du prochain Secrétaire général de l'ONU est lancé, les États membres ...* • (Page 09)

**Mission économique en Chine**

**La CCI-Togo ouvre de nouvelles perspectives aux entreprises**

• (Page 03)



**Mécanisation et irrigation**

**Le ProMAI valide ses outils pour une mise en œuvre plus efficace**

*Les acteurs du Projet d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation ont validé les 1er et 2 avril 2026, des manuels ...* • (Page 02)

**Nouvelle stratégie pour le Sahel**

**Faure Gnassingbé échange avec la société civile et des experts africains**

*Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé ce 18 avril 2026 plusieurs audiences à des acteurs engagés en ...* • (Pages 04)

**Investissements**

**La BAD et l'Italie scellent un accord de cofinancement**

*Washington, D.C. — Le Groupe de la Banque africaine de développement et le gouvernement italien ont signé un accord bilatéral de cofinancement visant à renforcer ...* • (Page 06)

**Energie**

• (Page 04)



**Le Togo veut électrifier 27 localités rurales en mini-réseaux solaires**

**Bassar**

**La COOPEC Bilimon a mobilisé 2.077.307.253 FCFA en 2025**

*La Coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) « Bilimon » de Bassar a fait le bilan de ses activités de l'exercice 2025 au cours de sa 14ème assemblée générale ...* • (Page 11)

**CANALBOX FIBREZ SANS FRAIS**  
PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA\*  
TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ  
8866 www.canalbox.tg

## Mécanisation et irrigation

### Le ProMAI valide ses outils pour une mise en œuvre plus efficace

Les acteurs du Projet d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation ont validé les 1er et 2 avril 2026, des manuels de procédures essentiels pour garantir une gestion rigoureuse et orientée vers les résultats.

• Wilson Lawson

Le Projet d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation a organisé un atelier stratégique consacré à la validation de ses manuels de procédures. Cette rencontre visait à doter le projet d'outils harmonisés et fiables afin d'assurer une mise en œuvre conforme aux exigences des partenaires et des institutions nationales. La cérémonie d'ouverture a été marquée par l'intervention de Beguem Nibénène, coordonnateur du projet, qui a souligné le caractère déterminant de cet atelier pour la réussite globale du programme. Il a insisté sur la nécessité de disposer de mécanismes de gestion solides pour accompagner les ambitions du ProMAI. Prenant la parole à son tour, Essiomle Komi, représentant du Secrétaire général chargé de l'Agriculture, a salué la mobilisation des participants. Il a rappelé que leur engagement témoigne de l'importance accordée au développement du secteur agricole, notamment dans les domaines de la mécanisation et de l'irrigation, considérés comme des leviers essentiels de transformation. Durant deux jours, les participants ont examiné en profondeur les manuels de suivi-évaluation ainsi que les procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés. Ces documents



encadrent de manière rigoureuse la gestion du projet et visent à garantir la transparence et l'efficacité dans l'exécution des activités. Les travaux ont permis de vérifier la conformité du dispositif de suivi-évaluation avec les exigences institutionnelles et celles des partenaires techniques et financiers. Les indicateurs de performance, les outils de collecte de données, les mécanismes de reporting et la répartition des responsabilités ont été minutieusement analysés et validés.

#### Vers une gouvernance plus efficace et transparente

Au-delà de la validation technique, cet atelier a favorisé des échanges constructifs entre les différentes parties prenantes. Ces discussions ont permis de clarifier les rôles et responsabilités de chacun, condition indispensable à une mise en œuvre coordonnée et efficiente du projet. Deux recommandations majeures ont été for-

mulées à l'issue des travaux. La première consiste à définir, en collaboration avec le ministère chargé de la Planification, un cadre de révision du dispositif de résultats afin de renforcer sa cohérence avec les objectifs du projet. La seconde préconise l'intégration du ministère de la Planification du développement ainsi que du ministère de l'Économie et de la Veille stratégique au Comité national de pilotage.

#### Un projet au cœur des enjeux agricoles nationaux

Le ProMAI s'inscrit dans un contexte où le développement agricole constitue une priorité stratégique pour le Togo. Face aux défis liés à la productivité, à la sécurité alimentaire et à la résilience climatique, la mécanisation et l'irrigation apparaissent comme des solutions incontournables pour moderniser le secteur. En renforçant ses outils de gestion, le projet pose les bases d'une exécution plus rigoureuse et orientée vers les résultats. Cette étape marque une avancée importante dans la mise en œuvre des politiques agricoles nationales, visant à améliorer durablement les conditions de production et les revenus des agriculteurs.



## Image du jour

**CAMPAGNE DÉDIÉE  
AUX COULEURS  
NATIONALES**

**Programme**

- Pavoisement
- Conférence inaugurale
- Campagne digitale
- Émissions radiotélévisées
- Sensibilisation de masse

**Du 20 au 30 Avril 2026**

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE  
Ministère de la Justice et des Droits Humains

Direction de la Formation Civique - Togo  
@MJDH-TG / www.justice.gouv.tg

SAFER  
LA POSTE

## AUX DÉCIDEURS ...

### L'heure de vérité pour la performance publique

À première vue, la circulaire relative à la préparation du budget 2027 pourrait apparaître comme un exercice administratif de routine. Mais à y regarder de plus près, le document signé à Lomé par Essowé Georges Barcola porte une ambition plus profonde : celle de transformer durablement la gestion publique togolaise dans un monde de plus en plus incertain.

Car le contexte n'est pas anodin. Entre tensions géopolitiques persistantes, volatilité économique mondiale et pressions sociales internes, l'État n'a plus le luxe de l'approximation. Il lui faut anticiper, hiérarchiser et surtout, démontrer l'efficacité de chaque franc dépensé. C'est précisément ce que tente d'instaurer cette nouvelle feuille de route budgétaire.

Trois verbes structurent désormais l'action publique : protéger, rassembler, transformer. Trois piliers qui, sur le papier, traduisent une vision cohérente. Protéger, c'est répondre à l'exigence sécuritaire et sociale dans un environnement régional instable. Rassembler, c'est réparer les fractures territoriales et renforcer la cohésion nationale. Transformer, enfin, c'est projeter le pays vers une économie plus compétitive, plus innovante et plus inclusive.

Mais au-delà des mots, la véritable question reste celle de l'exécution. Le Togo n'en est pas à sa première réforme budgétaire. Depuis plusieurs années, les autorités affichent leur volonté d'instaurer une gestion axée sur les résultats. Cette fois, la circulaire semble franchir un cap en imposant des exigences plus strictes : justification systématique des dépenses, indicateurs de performance, sélection rigoureuse des investissements.

Cette orientation vers la performance est salutaire. Elle répond à une attente forte des citoyens : celle de voir les politiques publiques produire des résultats tangibles dans leur quotidien. Routes praticables, écoles fonctionnelles, soins accessibles — autant de réalités concrètes qui doivent désormais guider les choix budgétaires.

Cependant, cette ambition comporte aussi des défis. La culture administrative, encore marquée par des logiques de moyens, devra évoluer vers une culture de résultats. Cela implique des compétences techniques accrues, une meilleure coordination entre les services, mais aussi une capacité à évaluer objectivement les politiques publiques — y compris lorsqu'elles échouent. La question de la discipline budgétaire est également centrale. Dans un contexte de ressources limitées, chaque dépense doit être arbitrée avec rigueur. La volonté affichée de rationaliser les charges et de limiter les dépenses non essentielles va dans le bon sens. Mais elle exigera du courage politique, notamment face aux pressions sectorielles et aux habitudes bien ancrées.

Autre point notable : l'introduction d'outils numériques comme le logiciel « PRECIS ». Cette modernisation de la gestion des effectifs est un signal fort. Elle traduit une volonté de s'appuyer sur des données fiables pour éclairer les décisions. Encore faut-il que ces outils soient pleinement appropriés par les administrations et qu'ils s'inscrivent dans une démarche globale de transformation digitale de l'État.

Enfin, la culture de la redevabilité, évoquée dans la circulaire, constitue sans doute l'enjeu le plus sensible. Parler de performance, c'est accepter d'évaluer, de comparer et, le cas échéant, de sanctionner. C'est un changement profond, qui touche au cœur du fonctionnement de l'administration publique. Sa mise en œuvre nécessitera une volonté politique constante et une transparence accrue vis-à-vis des citoyens.

Au fond, cette circulaire pose une question simple mais essentielle : comment faire mieux avec des ressources contraintes ? La réponse ne réside pas uniquement dans les textes, mais dans leur application. Le budget 2027 sera ainsi un test grandeur nature de la capacité de l'État togolais à traduire ses ambitions en résultats concrets.

Plus qu'un exercice technique, c'est un rendez-vous avec la crédibilité de l'action publique. Et, au-delà, avec la confiance des citoyens.

M.T

#### Le Togo en chiffres

##### DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.  
• Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)

## Mission économique en Chine

# La CCI-Togo ouvre de nouvelles perspectives aux entreprises

Du 11 au 20 avril 2026, une mission économique conduite par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo en Chine a permis à des entreprises togolaises de nouer des partenariats et d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement.

• Joël Yanclo

Immersion au cœur du tissu industriel chinois. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a conduit une mission économique d'envergure en Chine, du 11 au 20 avril 2026, marquant une étape importante dans le renforcement des relations économiques entre le Togo et la province du Hebei. Cette initiative a rassemblé près d'une cinquantaine d'entreprises togolaises issues de secteurs variés, allant de l'agroalimentaire aux énergies renouvelables, en passant par l'automobile, le textile, la santé et les BTP. Dès leur arrivée dans la province du Hebei, les membres de la délégation ont affiché une ambition claire : établir des partenariats solides et identifier de nouvelles opportunités d'affaires. Le programme, dense et structuré, a permis aux opérateurs économiques de découvrir de près le dynamisme industriel chinois à travers plusieurs visites de sites stratégiques. Les participants ont notamment exploré des unités de production automobile, des usines de machines agricoles, des industries textiles ainsi que des centres spécialisés dans la fabrication de produits manufacturés. Une visite dans un parc dédié à l'économie numérique et dans un centre d'expo-



sition de produits d'exportation a également enrichi leur compréhension des innovations technologiques et des capacités industrielles locales. À Baoding, la cérémonie officielle d'ouverture a constitué un moment fort de la mission. Les autorités locales y ont exprimé leur volonté de renforcer les relations commerciales avec le Togo. Le représentant diplomatique togolais a rappelé que la Chine demeure le premier partenaire commercial du pays, tout en soulignant les avantages liés à l'exonération de droits de douane sur plusieurs produits togolais. Les visites d'usines de véhicules électriques et les rencontres B2B ont permis d'initier des discussions concrètes. Plusieurs entreprises togolaises ont ainsi engagé des négociations dans

des domaines stratégiques tels que l'automobile, l'énergie et les équipements industriels. L'étape du marché électronique de Taihe a offert un éclairage sur les mécanismes du commerce électronique chinois, ouvrant la voie à de nouvelles stratégies d'import-export. La mission s'est conclue à Shijiazhuang par un forum de négociation et une conférence de mise en relation Chine-Afrique. Plus d'une cinquantaine d'entreprises ont participé à ces

échanges, débouchant sur la signature de plusieurs accords et le renforcement des perspectives de coopération.

### Des opportunités concrètes pour les entreprises togolaises

Au-delà des visites et des rencontres, cette mission a permis aux opérateurs togolais de mieux appréhender les tendances du marché chinois et d'identifier des opportunités d'investissement concrètes.

Les discussions ont porté sur des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, les engins de chantier, le transport et le secteur médical. Plusieurs participants ont salué l'impact de cette initiative. Certains envisagent déjà des partenariats dans le secteur automobile, incluant des échanges de produits et des projets d'investissement communs. D'autres ont mis en avant l'ouverture vers de nouveaux domaines d'activité, témoignant du potentiel encore largement inexploité de la coopération sino-togolaise. La mission a également favorisé le transfert de connaissances et de technologies, un enjeu crucial pour le développement industriel du Togo. En facilitant l'accès à des réseaux d'affaires et à des partenaires stratégiques, la CCI-Togo contribue à renforcer la compétitivité des entreprises nationales sur le marché international. Conduite par Bekley Ezzo Byou et Assignon Komlan, la délégation a exprimé sa satisfaction quant aux résultats obtenus. Les responsables

ont également salué l'engagement du président de la CCI-Togo, José Kwassi Symenouh, dont le soutien a permis la réussite de cette deuxième mission économique en Chine.

### Renforcer la coopération économique bilatérale

La mission s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement des relations économiques entre le Togo et la Chine. Dans un contexte de mondialisation accrue, la diversification des partenariats apparaît comme un levier essentiel pour soutenir la croissance et l'industrialisation. La Chine, en tant que premier partenaire commercial du Togo, offre un vaste marché et des opportunités significatives en matière d'investissement, de transfert de technologie et de développement industriel. Les initiatives telles que celle de la CCI-Togo permettent de structurer ces relations et d'en maximiser les retombées économiques. En accompagnant les entreprises vers l'international, la CCI-Togo joue un rôle central dans la promotion du secteur privé togolais. Elle facilite l'accès à des marchés stratégiques et encourage la mise en place de partenariats durables. Au terme de cette mission, le bilan est jugé largement positif. Les entreprises togolaises repartent avec des contacts renforcés, des projets en gestation et une meilleure compréhension des opportunités offertes par le marché chinois. Une dynamique qui pourrait, à terme, contribuer à transformer le paysage économique togolais et à renforcer durablement la coopération entre Lomé et Pékin.



## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

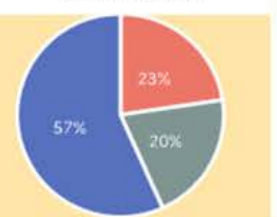
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

### Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Energie

**Le Togo veut électrifier 27 localités rurales en mini-réseaux solaires**

**Le Togo lance un appel d'offres international pour la construction de mini-réseaux solaires dans 27 localités rurales. Une étape clé dans la stratégie nationale visant à atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2030.**

● Wilson Lawson

L'Agence Togolaise d'Électrification Rurale et des Énergies Renouvelables (AT2ER) a franchi une nouvelle étape dans le déploiement de l'énergie solaire en milieu rural. L'agence a publié un appel d'offres international pour la construction de mini-réseaux solaires dans 27 localités de la région des Plateaux, dans le cadre d'un vaste programme visant l'électrification de 317 localités à travers le pays. Ce marché, financé par la Banque Islamique de Développement (BIsD), est structuré en deux lots cumulant une capacité de 2,3 MWh de production solaire, plus de 4 MWh de stockage et près de 100 kilomètres de réseau de distribution. Les entreprises intéressées ont jusqu'au 26 mai 2026 pour soumettre leurs offres. Le premier lot concerne 11 localités, avec une capacité installée de 1,295 MWh, associée à 2,520 MWh de stockage et 39,28 km de réseau, incluant 241 points d'éclairage public. Le second lot couvre 16 localités, avec 1,030 MWh de puissance, 1 850 kWh de stockage et 54,15 km de réseau pour 334 points lumineux. Chaque lot prévoit également l'installation de groupes électrogènes de secours afin de garantir



la continuité du service. La durée d'exécution des travaux est estimée à douze mois. Les soumissionnaires peuvent candidater pour les deux lots, mais ne pourront se voir attribuer qu'un seul. L'acquisition du dossier d'appel d'offres est fixée à 100 000 francs CFA pour les entreprises locales et 153 euros pour les soumissionnaires étrangers, avec une caution de 50 millions de francs CFA par lot.

**Accélérer la transition énergétique**

Au-delà de l'appel d'offres, ce projet illustre la montée en puissance du modèle des mini-réseaux solaires dans la stratégie énergétique togolaise. Ces systèmes décentralisés permettent d'électrifier rapidement des zones rurales éloignées, où l'extension du réseau national reste coûteuse et complexe. L'initiative vise également à attirer le secteur privé, appelé à contribuer à hauteur de 30 % du financement global du programme. La structuration en sociétés de projet, soutenue depuis 2022 par la Banque africaine

de développement (BAD) et le fonds SEFA, facilite cette dynamique en sécurisant les investissements et en clarifiant les cadres opérationnels.

**Pour le développement du Togo**

Le projet porté par l'AT2ER s'inscrit également dans une dynamique plus large de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique. En misant sur les énergies renouvelables, le Togo entend réduire sa dépendance aux énergies fossiles tout en renforçant sa résilience face aux chocs externes. Enfin, cet appel d'offres traduit la volonté des autorités togolaises de consolider les partenariats internationaux et de mobiliser des financements innovants pour accélérer le développement des infrastructures énergétiques. Une ambition qui pourrait transformer durablement le paysage énergétique rural du pays.

**Protocole de Nagoya**

**Le Togo veut mieux capter la valeur de sa biodiversité**

**Le Togo redynamise la mise en œuvre du protocole de Nagoya, qui vise à encadrer l'exploitation des ressources biologiques et des connaissances traditionnelles associées. Ce cadre a fait l'objet d'une session de sensibilisation organisée hier, mercredi 15 avril 2026 à Lomé. À l'initiative du ministère en charge de l'Environnement, l'événement a réuni chercheurs, laboratoires et acteurs de la bio-innovation, autour des enjeux d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages.**

Adopté en 2011 et ratifié en 2016, ce protocole impose notamment un partage équitable des bénéfices issus de leur utilisation, par exemple dans les secteurs pharmaceutique et biotechnologique. Pour les autorités togolaises, c'est aussi un enjeu économique : les ressources génétiques peuvent générer de la valeur à travers la recherche, l'extraction de molécules et la production de médicaments ou vaccins. En l'absence de mécanismes de contrôle, ces ressources exposent le pays à des pertes de revenus et à des risques

de biopiraterie. « Le protocole a prévu des mécanismes de contrôle pour éviter ce qu'on appelle la biopiraterie, parce que quand la ressource est prélevée, alors que les communautés ont mis des années à conserver cette ressource, s'il n'y a pas un mécanisme de partage pour qu'il y ait un retour de financement, évidemment, tôt ou tard, la ressource va disparaître », indique le lieutenant-colonel Bonaventure Widiba, point focal national du protocole de Nagoya. Dix ans après sa ratification, le cadre reste incomplet. L'absence de textes juridiques limite les retombées pour l'économie nationale et freine les

partenariats scientifiques. Les autorités reconnaissent un manque à gagner et annoncent l'adoption prochaine de dispositions légales pour opérationnaliser le dispositif. « L'absence de textes juridiques non seulement porte préjudice aux bioprospecteurs, y compris les chercheurs togolais, mais constitue également un manque à gagner pour l'économie togolaise », relève pour sa part, le lieutenant-colonel Konza Es-sodina, inspecteur général de l'environnement et des ressources forestières et du littoral.

Avec Togo First

**Nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel**

**Faure Gnassingbé échange avec la société civile et des experts africains**

**Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé ce 18 avril 2026 plusieurs audiences à des acteurs engagés en faveur de la paix et de la stabilité au Sahel, notamment une délégation de représentants de la société civile et d'éminents experts africains, présents à Lomé dans le cadre de la Réunion de haut niveau consacrée à la nouvelle Stratégie du Togo pour cette région sur la période 2026-2028.**

La délégation est composée de personnalités dont l'expertise et l'engagement sur les questions sahéniennes et africaines sont largement reconnus. Il s'agit notamment du Professeur Franklin Nyamsi, Directeur de l'Institut de l'Afrique des Libertés, de Monsieur Bassolma Bazié, président de la Commission nationale de la Confédération des États du Sahel (CN-CES) et de Dr Bakary Sambe, président du Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies. Ils ont exprimé, tour à tour, leur satisfaction à l'issue des échanges avec le Président du Conseil axés sur les nouvelles actions de paix, de stabilité et de développement dans le Sahel. Le Professeur Franklin Nyamsi, Directeur de l'Institut de l'Afrique des Libertés, a salué la contribution de la diplomatie togolaise à l'instauration d'un cadre de concertation africain plus inclusif face aux défis contemporains. Il a souligné la nécessité de prôner une approche fondée sur la responsabilité partagée pour une coopération durable dans la lutte contre le terrorisme dans une dynamique panafricaine. « Le Togo a engagé une diplomatie qui constitue un modèle pour tout le continent africain. Capitale de la médiation, Lomé a relevé le défi de réunir les diplomates africains dans un cadre d'échange consacré à la vérité sur les enjeux de la lutte antiterroriste dans le sous-continent. Nous avons salué la qualité des interventions. La Réunion de Lomé est un succès. Nous ne pouvons pas entretenir une coopération durable dans la lutte contre le terrorisme sans examiner les questions de vérité, de justice et de solidarité sur les faits ». Pour sa part, Monsieur Bas-



solma Bazié, Président de la Commission Nationale de la Confédération des États du Sahel (CN-CES) a salué l'esprit de dialogue prôné par le Togo dans l'élaboration de la Nouvelle stratégie pour le Sahel. A l'occasion, il a transmis au Président du Conseil, le message de fraternité, de solidarité, d'amitié et de reconnaissance des dirigeants de l'Alliance des États du Sahel (AES). « Nous vivons la fraternité et la solidarité avec le Togo. Et chaque fois que nous avons cette opportunité, il est important pour nous de le mentionner. Nous nous réjouissons des orientations avisées du Président du Conseil pour la réussite de notre mission. Nous repartons ainsi très satisfaits des résultats auxquels nous sommes parvenus ». S'inscrivant dans la même dynamique, Dr Bakary Sambe, président du Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies a favorablement accueilli l'initiative portée par la diplomatie togolaise en faveur des États sahéniens. Il s'est réjoui de l'implication des chercheurs dans la recherche de solutions durables aux

problèmes des populations de cette région. « La réunion de Lomé s'est déroulée dans un contexte marqué par une prise de conscience collective des défis liés à l'insécurité et à l'instabilité dans toute l'Afrique de l'ouest. Au regard de notre destin commun, cette réalité impose un dialogue permanent entre les acteurs. A travers son leadership politique, le Togo nous a offert un cadre de convergence des points de vue sur les enjeux sécuritaires et de développement au Sahel ». Cette rencontre marque une étape importante dans la consolidation d'une vision partagée avec les acteurs de la société civile, pour la recherche de solutions africaines aux défis sécuritaires dans les pays du Sahel et du Golfe de Guinée. Elle consacre également l'esprit d'ouverture du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé à l'écoute de toutes les contributions dont celles des organisations de la société civile (OSCs), des experts et chercheurs africains dans les réflexions sur les dynamiques contemporaines.

Avec presidenceduconseil.gouv.tg

**Plateforme aéroportuaire**

**L'Aéroport de Lomé célèbre les 10 ans de sa nouvelle aérogare**

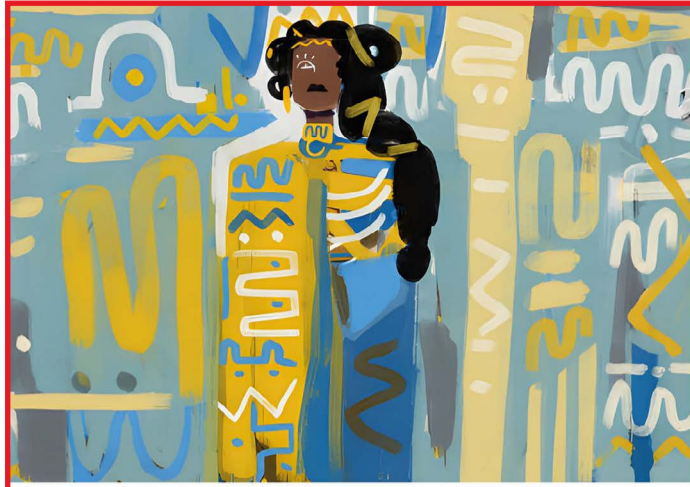
**Au Togo, l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé célèbre les dix ans de sa nouvelle aérogare, mise en service en 2016. En une décennie, la plateforme est devenue un important point de transit sous-régional, portée par la montée du trafic et le développement des activités aériennes.**

Sur la période récente, la dynamique s'est accélérée. Le nombre de passagers a doublé en cinq ans pour atteindre environ 1,6 million par an, se rapprochant de la capacité initiale de 2 millions prévue sur quinze ans.

Cette progression s'appuie en partie sur le rôle de la compagnie aérienne ASKY Airlines, basée à Lomé, et qui opère un réseau régional dense avec plusieurs dizaines de vols quotidiens. Si une part importante du tra-

fic de Lomé reste constituée de passagers en transit, les volumes de fret et les mouvements d'avions ont également enregistré une hausse, note-t-on.

Avec Togo First



ÉDITO

Madame, Monsieur,

L'année 2026 marque une nouvelle impulsion pour le Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF - TOGO 2000). Fidèle à sa vocation de carrefour d'échanges, notre institution affirme plus que jamais sa place dans l'univers culturel togolais et régional, en donnant à la création artistique une visibilité renouvelée.

Ce Calendrier Artistique et Culturel 2026 est le reflet de cette ambition. Il dévoile une année riche en découvertes, façonnée par la diversité des talents, la vitalité des expressions artistiques et l'envie de faire du CETEF un espace où l'art se vit, se partage et inspire.

Au fil des mois, expositions, performances, ateliers, résidences et initiatives culturelles viendront animer nos espaces. Chaque rendez-vous sera une invitation à explorer, à ressentir et à célébrer la créativité sous toutes ses formes. Car ici, l'art n'est pas seulement présenté : il raconte, il questionne, il rassemble.

En 2026, nous poursuivons notre engagement : valoriser les artistes, encourager l'innovation, rapprocher les publics et offrir au Togo un lieu où l'excellence artistique dialogue avec la diversité culturelle.

Nous vous invitons à embarquer avec nous dans cette aventure. Que cette année soit pour vous une source d'émotions, d'inspiration et de rencontres enrichissantes.

Bienvenue dans l'univers Artistique et Culturel du CETEF 2026, une année pleine de promesses.



ALEXANDRE DE SOUZA  
Directeur Général, CETEF-TOGO 2000

JANVIER 2026

MOIS DES RACINES & DE LA MÉMOIRE

23 SAISON 2026

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE & CONFÉRENCE DE PRESSE

INSTITUTIONNEL  
Présentation du calendrier + showcase artistique + lancement visuel annuel.

FEVRIER 2026

MOIS DE L'AMOUR & DE LA CRÉATION "L'AMOUR DONNE DES AILES"

6

EXPOSITION  
EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

7 & 21

GYM COMMUNAUTAIRE CETEF  
SPORT BIMENSUEL  
Activité physique participative dans l'enceinte du CETEF.

9-14 (DIPLOMATIE CULTURELLE)

RÉSIDENCE: PASSERELLES

CRÉATION / RÉSIDENCE  
Création collective entre jeunes artistes Pluridisciplinaire : musique, danse, théâtre présentée au public le 14 février.

13

CINÉ PLEIN AIR: AMOUR & SOCIÉTÉ

CINÉMA / DÉBAT  
Projection de films suivie d'un échange.

MARS 2026

MOIS DE LA FEMME, DE L'INSPIRATION & DE LA CRÉATION

5-8

FESTIVAL: FEMMES EN ART

FESTIVAL / EXPO / FORUM  
Célébration des femmes dans l'art : photo, mode, peinture et musique via des Expositions, débats et scènes dédiées aux créatrices togolaises.

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiennes togolaises et africaines.

SPECTACLE: ELLES EN SCÈNE

THÉÂTRE  
Performances féminines et chorégraphies thématiques pour une soirée de clôture festive et solidaire.

30

PROJECTION PLEIN AIR: MÉMOIRE EN IMAGES

CINÉMA / EDUCATION  
Projection documentaire sur les anciens lieux culturels togolais. FIFTO

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
« Mille Clefs » - Dodo ADOGLI

14

CHILL & LOVE

ÉVÈNEMENT / CONCERT  
Soirée spéciale Saint-Valentin: concerts, poésie urbaine et performances afro-acoustiques.

25-27

FORMATION: GESTION DE CARRIÈRE ARTISTIQUE

MANAGEMENT ARTISTIQUE  
Module pratique sur contrat, image, communication et fiscalité.

28

SOIRÉE: VOIX DE DEMAIN

SLAM / MUSIQUE  
Scène libre des jeunes créateurs, slam, rap et poésie.

TOUT LE MOIS

PROGRAMME: ÉCOLE & CULTURE  
MEDIATION  
Interventions artistiques dans 3 lycées de Lomé.

13

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS SENZAA

14 & 28

FITNESS AFRO

SPORT BIMENSUEL  
Zumba et danse africaine pour le mois de la femme.

25-27

ATELIER: ÉCO-DESIGN & ARTISANAT DURABLE

ATELIER PRATIQUE  
Création d'objets design à partir de matériaux recyclés.

28

SPECTACLE

THÉÂTRE

SICUT



AVRIL 2026

MOIS DU NUMÉRIQUE & DE LA JEUNESSE CONNECTÉE

3

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

4 & 18

ZUMBA

SPORT BIMENSUEL  
Activité sportive en musique.

8-11 (LABELLISÉ CETEF 2026)

FESTIVAL: ART & NUMÉRIQUE

FESTIVAL / INNOVATION  
Rencontre autour du digital et art interactif: IA, art vidéo, mapping, NFT.

MAI 2026

MOIS DES IDÉES & DE L'ENTREPRENEURIAT CULTUREL

2 & 23

FITNESS CRÉATIF

SPORT BIMENSUEL  
Séance bien-être avec musique locale.

8

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

11

BOB MARLEY VIBES: ONE LOVE EXPERIENCE

ONE LOVE, UNITY & TRUTH  
Hommage à l'esprit de Bob Marley

13-15

ATELIER: COMPTABILITÉ & FISCALITÉ DES ARTISTES

FORMATION  
Gestion administrative et fiscale simplifiée. (OTR+ Cabinets d'Avocats fiscalistes)

JUIN 2026

MOIS DES "MUSES" ET DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL

5

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

6 & 20

SPORT GYM

SPORT BIMENSUEL  
Activité de cohésion pour la jeunesse locale.

10-12 (LABELLISÉ CETEF 2026)

CETEF AU CŒUR DES GOLFE

HORS-LES-MURS / CAMPAGNE  
Ateliers de proximités et Spectacle

13 (CONCOURS JEUNES TALENTS)

CASTEL TALENT

SPECTACLE / CÉLÉBRATION  
Grand Concours de Performance de jeunes Talents du Togo.

17

SOIRÉE LITTÉRAIRE: TOGO - LÀ OÙ COMMENCE LE REGGAE

LECTURE & DÉBAT  
Discussion autour du reggae et de ses racines africaines, accompagnée de musique live.

15

WORKSHOP: CRÉATION DE CONTENU, MONÉTISATION & IA

ATELIER / NUMÉRIQUE  
Formation à la création de Reels, podcasts, YouTube, et initiation à l'art génératif et à la création vidéo mobile.

22-25

HACKATHON CULTURE CONNECTÉE

INNOVATION  
Défis numériques pour jeunes développeurs culturels.

24

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS DJ FOOG

29

CASTEL TALENT (CONCOURS JEUNES TALENTS)

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS  
Grand Concours de Performance de jeunes Talents du Togo.

16

PROJECTION: HÉROS DU QUOTIDIEN

CINÉMA / PLEIN AIR  
Film africain d'inspiration sur les jeunes artisans et entrepreneurs.

20-22

FORUM: START-UP CULTURELLE

FORUM / ENTREPRENEURIAT  
Présentation de projets culturels et networking créatif.

23

SOIRÉE: HUMOUR & JAZZ FUSION

SPECTACLE / MUSIQUE  
Stand-up et concert de jazz afro.

27

MARCHÉ CRÉATIF: ARTS & SAVEURS

MARCHÉ / ANIMATION  
Marché artisanal et musical en plein air.

29

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS KING BALA

30

CASTEL TALENT

SPECTACLE / CÉLÉBRATION  
Grand Concours de Performance de jeunes talents du Togo.

19

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS DJ Dipone

21 (LABELLISÉ CETEF 2026)

FÊTE DE LA MUSIQUE 228

CONCERT / FANFARE  
Chorales, percussions et musiques urbaines togolaises.

23-25

WORKSHOP: MÉDIAS ET CULTURE NUMÉRIQUE

FORMATION / COMMUNICATION  
Bonne utilisation des outils digitaux pour les artistes.

26-28

FESTIVAL: AYIMOLOU & HÉRITAGES VIVANTS (PATRIMOINE IMMATÉRIEL)

FESTIVAL  
Célébration des traditions orales, rythmes anciens, danses et gastronomie locale.

27

PROJECTION: CINÉMA ET RURALITÉ ART DANS LA RUE

CINÉMA ITINÉRANT  
Films africains en projection mobile.

TOUT LE MOIS

CAMPAGNE:

SENSIBILISATION  
Performances spontanées dans les espaces publics et écoles.

JUILLET 2026

MOIS DE LA JEUNESSE & DE LA LIBERTÉ CRÉATIVE

3

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

4 & 25

FITNESS & JEUX CULTURELS

SPORT BIMENSUEL  
Compétition sportive ludique en duo artistes/public.

8-11

RÉSIDENCE: CRÉATION HYBRIDE

RÉSIDENCE / ARTS CROISÉS  
Collaboration entre plasticiens, musiciens et vidéastes.

17

STAGE: ÉCRITURE DRAMATIQUE

FORMATION / LITTÉRATURE & THÉÂTRE  
Atelier d'écriture pour jeunes dramaturges.

25

SOIRÉE: COMÉDIE ESTIVALE

SPECTACLE / HUMOUR  
Scène comique et slam humoristique.

29

PROJECTION CINÉMA

DIFFUSION  
Projection plein air + débat public.

31 (LABELLISÉ CETEF 2026)

MINI-FESTIVAL JEUNESSE & ARTS URBAINS

SCÈNE / ANIMATION  
Danse, rap, skate, graffiti, DJ set.

AOÛT 2026

MOIS DES SAVEURS & DES IDENTITÉS AFRICAINES

07

MASTERCLASS: CHORÉGRAPHIE URBAINE

FORMATION / DANSE  
Formation intensive avec chorégraphes invités.

8 & 22

ZUMBA

SPORT BIMENSUEL  
Sport collectif de sensibilisation au bien-être.

12

ATELIER: CUISINE & IDENTITÉ

ATELIER / PATRIMOINE CULINAIRE  
Redécouverte des recettes traditionnelles togolaises, échanges intergénérationnels.

14

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

19-21

MINI-FESTIVAL: CINÉMA D'AFRIQUE & MONDE

CINÉMA / FESTIVAL  
Projections de films africains et Monde + discussions.

26-28

ATELIER: PODCAST & CRÉATION AUDIO

ATELIER / NUMÉRIQUE  
Initiation à la production sonore et storytelling. Création de contenus culturels audio.

29

FÊTE DE MOUSSON- CETEF

ÉVÈNEMENT / CONCERT  
Concert Choral Live, expositions, gastronomie locale.

SEPTEMBRE 2026

MOIS DE LA MÉMOIRE ET DE L'ORALITÉ "AUX RACINES DU VERBE"

12 & 26

SPORT FITNESS

SPORT FITNESS  
Sport Gym et Bien-être.

18

EXPO-PHOTO

EXPOSITION  
Portraits, récits et archives contemporaines.

19

CINÉ-DÉBAT: MÉMOIRE ET IDENTITÉ

CINÉMA / ÉCHANGE  
Projection et débat intergénérationnel.

20

VEILLÉE: CONTES DU CLAIR DE LUNE

SCÈNE / ORALITÉ  
Soirée nocturne de contes, chants et légendes africaines.

25

MINI-FESTIVAL JEUNESSE & ARTS URBAINS (LABELLISÉ CETEF 2026)

FESTIVAL / ARTS URBAINS  
Festival promouvant la créativité des jeunes dans la danse, musique, street art et expression urbaine.

25

TABLE RONDE: EXPERT CULTUREL TOGOLAIS

DÉBAT / ÉCONOMIE  
Dialogue entre artistes, diplomates et opérateurs.

28

MASTERCLASS: MUSIQUE

FORMATION / MUSIQUE  
Stage pratique avec musiciens invités.

OCTOBRE 2026

MOIS DE L'ART AFRICAIN & OCTOBRE ROSE

02 & 03

MARCHÉ PRO CULTURE & INNOVATION

B2B / NETWORKING  
Rencontre entre créateurs, artisans et investisseurs.

10 & 24

ZUMBA ROSE

SPORT BIMENSUEL  
Activité dans le cadre d'Octobre Rose.

16

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART  
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

21-23

ATELIER: TECHNIQUES DE MÉDIATION ARTISTIQUE

FORMATION / GESTION CULTURELLE  
Module pour médiateurs et programmeurs locaux.

24

COMÉDIE CLUB CETEF

Investissements

La BAD et l'Italie scellent un accord de cofinancement

Washington, D.C. — Le Groupe de la Banque africaine de développement et le gouvernement italien ont signé un accord bilatéral de cofinancement visant à renforcer leur partenariat stratégique en faveur de projets prioritaires en Afrique, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau, des infrastructures et du développement du capital humain.

● Vivien Atakpabem

L'accord a été conclu à Washington, D.C., entre Sidi Ould Tah et Giancarlo Giorgetti, représentant respectivement le Groupe de la Banque et le gouvernement italien, à travers le ministère de l'Économie et des Finances ainsi que le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Cette initiative marque une avancée majeure dans la mise en œuvre du Plan Mattei de l'Italie pour l'Afrique, ainsi que de la Stratégie décennale 2024-2033 du Groupe de la Banque africaine de développement, qui vise à intensifier les investissements dans les pays membres régionaux. Aux termes de cet accord, une enveloppe pouvant atteindre 140 millions d'euros sera mobilisée en cofinancement avec les ressources propres de la Banque. Ce montant comprend 100 millions d'euros sous forme de financements concessionnels et 40 millions d'euros sous forme de dons. Ces ressources proviendront respectivement du Fonds renouvelable italien pour la coopération internationale au développement et du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Le Groupe de la Banque africaine de développement assurera la gestion de ces fonds conformément à



ses politiques, procédures et normes fiduciaires. « Je salue la signature de cet accord de partenariat stratégique avec l'Italie, qui souligne l'excellente qualité de notre coopération bilatérale. Outre les ressources supplémentaires qu'il apporte à nos pays membres régionaux, cet accord marque l'aboutissement d'initiatives conjointes entre le Groupe de la Banque et l'Italie pour relever les défis du développement en Afrique », a déclaré Sidi Ould Tah. Il a ajouté que cet accord s'inscrit pleinement dans l'approche de cofinancement promue par les priorités stratégiques de l'institution et dans la dynamique de la nouvelle architecture financière africaine pour le développement. La nouvelle facilité bilatérale permettra de renforcer la capacité de cofinancement de la Banque et d'accroître les investissements alignés sur ses priorités stratégiques, notamment la mobilisation des capitaux, l'élargissement des partenariats et la promotion d'une croissance tirée par l'investissement. Elle contribuera également à répondre à des enjeux majeurs tels

que la création d'emplois, la sécurité alimentaire, la résilience climatique et l'accès à l'énergie. Cet accord vient compléter les initiatives conjointes déjà en cours entre l'Italie et la Banque africaine de développement dans le cadre du Plan Mattei, notamment la Facilité de financement du processus de Rome/Plan Mattei et la Plateforme de croissance et de résilience pour l'Afrique. Il consolide ainsi un cadre global de partenariat couvrant à la fois le financement des secteurs public et privé. De son côté, Giancarlo Giorgetti a souligné l'importance de cet engagement : « Cet accord constitue une étape concrète dans la mise en œuvre du Plan Mattei et réaffirme la volonté de l'Italie de bâtir des partenariats équitables et durables avec les pays africains. En collaborant avec la Banque africaine de développement, nous nous appuyons sur un partenaire de confiance pour maximiser l'impact de nos ressources et soutenir des investissements durables dans des secteurs clés. »

Gabon

Le marché des assurances recule fin 2025

Tandis que le marché de l'assurance au Gabon se contracte, les intermédiaires tirent leur épingle du jeu et voient leurs commissions bondir de près d'un quart.

Le marché des assurances gabonais a enregistré, au quatrième trimestre 2025, un chiffre d'affaires en baisse de 5,8 %, mettant fin à la dynamique observée aux deuxième et troisième trimestres précédents, qui affichaient respectivement des hausses de 72,3 % et de 29 %, selon la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEPF). Cette baisse s'explique notamment par le non-renouvellement de plusieurs contrats d'assurance à la fin de l'année. Une partie des clients n'a pas reconduit ses polices, ce qui a pesé sur les revenus des compagnies. Le marché a également été

confronté à « un recul des investissements publics, une forte concurrence tarifaire et une baisse des souscriptions », selon le ministère chargé de l'Économie. La branche vie est la principale responsable de cette contre-performance, avec une chute de 67 % de son chiffre d'affaires trimestriel. « Cette dégradation de la branche est due à la baisse de la demande pour les produits d'assurance vie, au non-renouvellement de certains contrats et à la réduction des primes. En glissement annuel, la branche a connu une décélération de 0,6 % », indique la DGEPF. À l'inverse, la branche non-vie affiche une croissance de

18,6 %. Cette progression est tirée par l'assurance automobile (+58,8 %), la santé (+65,2 %) et les transports (+33 %). Malgré la baisse du chiffre d'affaires global, les intermédiaires d'assurance ont maintenu une activité soutenue, avec des commissions versées en hausse de 24,8 % sur le trimestre. Au-delà de cette progression, le marché gabonais de l'assurance reste peu pénétré. Avec moins de 2 % de la population couverte, le secteur demeure limité, en raison notamment d'un déficit d'information, de coûts jugés élevés et d'une offre souvent peu adaptée aux besoins des populations.

Face à l'incertitude mondiale

Les dirigeants des BMD renforcent leur collaboration

Dans un contexte international marqué par une incertitude accrue, notamment liée à l'évolution de la situation au Moyen-Orient, les dirigeants des banques multilatérales de développement (BMD) ont réaffirmé, le 17 avril 2026, leur engagement à renforcer leur coopération afin de soutenir les économies de leurs pays membres et préserver les acquis du développement.

● Nicole Esso

Réunis en marge des réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les responsables des BMD ont souligné l'urgence d'une action concertée pour faire face aux chocs économiques mondiaux. Hausse des coûts énergétiques, perturbations des chaînes d'approvisionnement et resserrement des conditions financières figurent parmi les principaux défis identifiés. « Les BMD travaillent plus étroitement que jamais pour soutenir nos pays membres et nos clients dans un environnement mondial complexe et en constante évolution », a déclaré Masato Kanda, président de la Banque asiatique de développement et actuel président du Groupe des dirigeants des BMD. « En combinant nos puissances financières, nos connaissances et nos partenariats, nous aidons les pays à gérer les pressions immédiates tout en renforçant leur résilience pour l'avenir. »

Soutenir le secteur privé et l'emploi

Les dirigeants ont insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts pour mobiliser les financements privés et élargir les capacités d'investissement. Ils ont notamment mis en avant des approches



innovantes telles que les mécanismes « originate-to-distribute », permettant de structurer des projets attractifs pour les investisseurs et de mobiliser des capitaux à grande échelle. Un groupe de travail sera mis en place afin d'accélérer ces initiatives. Les BMD entendent également renforcer la transparence des risques de crédit sur les marchés émergents grâce au consortium Global Emerging Markets (GEMs), tout en développant davantage le financement monétaire locale pour limiter les risques de change. Par ailleurs, les institutions se sont engagées à adopter une approche commune pour mesurer l'impact de leurs interventions sur la création d'emplois. L'objectif est de favoriser des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la cohésion sociale et à la résilience des populations vulnérables.

Accélérer les investissements stratégiques

Les BMD ont également

décidé de renforcer leur collaboration dans des secteurs clés pour la croissance durable. Parmi les priorités figurent les minéraux critiques, essentiels à la transition énergétique et à la transformation numérique. Les institutions entendent soutenir des chaînes d'approvisionnement plus résilientes, responsables et diversifiées, tout en favorisant la création de valeur dans les pays partenaires. Dans le domaine de l'eau, les BMD ont lancé l'initiative « Water Forward », visant à promouvoir des systèmes d'approvisionnement en eau durables, évolutifs et attractifs pour les investisseurs. Ce programme ambitionne de stimuler l'emploi, renforcer la sécurité alimentaire et accroître la résilience face aux chocs climatiques. Les dirigeants ont également exprimé leur volonté de poursuivre leurs efforts conjoints dans des domaines émergents, notamment l'intelligence artificielle, afin de maximiser l'impact du développement à long terme.

Mobile Money

Orange vise 20 millions de nouveaux clients actifs en Afrique d'ici 2028

Le mobile money s'impose aujourd'hui comme un levier stratégique majeur pour Orange en Afrique. Au delà de son rôle dans l'inclusion financière, ce service soutient fortement la croissance du groupe sur le continent, en diversifiant ses revenus et en renforçant sa proximité avec des millions d'utilisateurs.

Dans son nouveau cycle stratégique « Trust the Future », présenté à la presse africaine le 8 avril 2026 à Casablanca, au Maroc, le groupe télécoms Orange a placé l'Afrique et le Moyen Orient au cœur de sa croissance future. Plusieurs services ont été identifiés pour porter cette ambition, notamment Orange Money, qui a contribué aux belles performances financières d'Orange Afrique et Moyen Orient (OMEA) en 2025. Le chiffre d'affaires d'OMEA a atteint 8,4 milliards d'euros, en hausse de 12,2 % (+918 millions d'euros), dont une



croissance de 18 % attribuée à Orange Money. Les autres segments ont également progressé : +18,6 % pour les données mobiles, +18,4 % pour le haut débit fixe et +10,4 % pour le B2B. D'ici 2028, l'objectif que s'est fixé Orange à travers son service

financier sur mobile, disponible dans ses 17 marchés africains et en Jordanie (seul marché hors Afrique), est de gagner 20 millions de clients actifs supplémentaires, ce qui portera ses revenus financiers vers de nouveaux sommets et renforcera la place d'OMEA dans les finances d'Orange. Cette projection s'inscrit dans une logique plus large de diversification des revenus, où le mobile money n'est plus un service annexe, mais l'une des principales pièces de l'identité d'opérateur multiservices que se construit Orange en Afrique. Avec Agence Ecofin

## BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 20 avril 2026

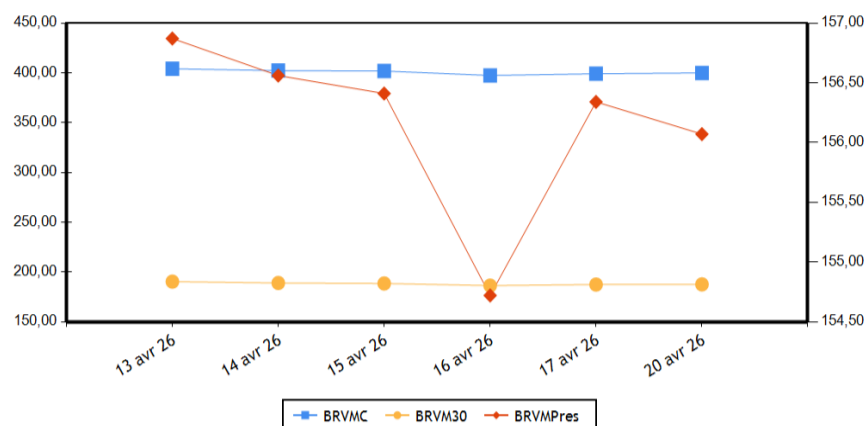
N° 74

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>399,84</b>
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	15,64 %

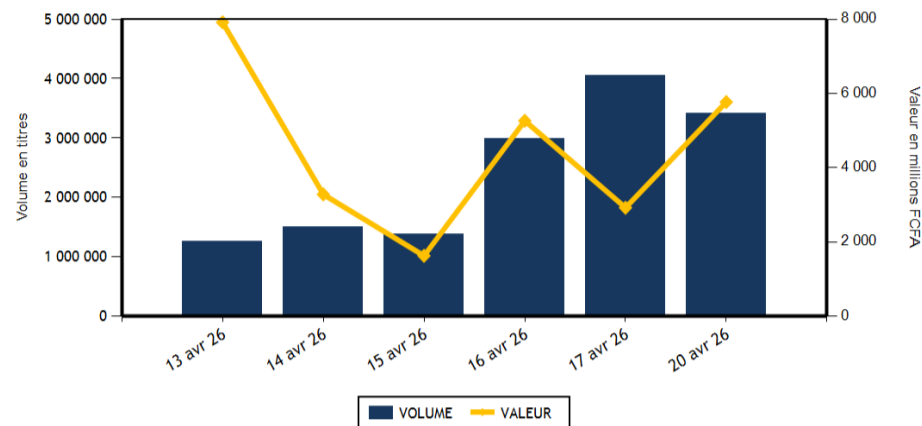
<b>BRVM 30</b>	<b>187,52</b>
Variation Jour	0,08 %
Variation annuelle	12,80 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>156,07</b>
Variation Jour	-0,17 %
Variation annuelle	8,19 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 416 126 657 384	0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	3 110 238	-21,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 824 784 188	40,32 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	20	25,00 %
Nombre de titres en baisse	18	-5,26 %
Nombre de titres inchangés	9	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 903 653 954 181	0,01 %
Volume échangé	300 977	224,68 %
Valeur transigée (FCFA)	2 942 744 300	224,53 %
Nombre de titres transigés	8	-11,11 %
Nombre de titres en hausse	4	33,33 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	5 830	7,47 %	76,40 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 745	7,38 %	149,29 %
BICI CI (BICC)	25 000	5,46 %	28,57 %
NESTLE CI (NTLC)	12 480	4,00 %	17,18 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	27	3,85 %	17,39 %

## PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 205	-4,61 %	33,54 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	15 810	-2,71 %	-1,19 %
SOGB CI (SOGC)	7 700	-2,16 %	-2,53 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	3 860	-1,78 %	-10,13 %
CIE CI (CIEC)	3 050	-1,61 %	29,24 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	156,07	-0,17 %	8,19 %	99 874	1 666 635 435	11,55
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	278,64	0,50 %	28,02 %	3 010 364	1 158 148 753	17,61

## INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	153,97	0,20 %	15,65 %	3 110 238	2 824 784 188	13,78

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	101,49	0,40 %	6,94 %	4 739	81 973 650	9,85
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,19	0,02 %	8,77 %	29 098	59 503 475	66,87
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	174,41	0,13 %	19,57 %	2 961 298	1 810 107 578	12,28
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	266,73	0,25 %	23,44 %	71 593	760 884 880	13,72
BRVM - INDUSTRIELS	6	190,41	0,95 %	43,89 %	27 579	60 746 700	16,59
BRVM - ENERGIE	4	137,61	-0,71 %	24,07 %	13 308	41 295 540	17,33
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	135,34	-0,94 %	27,80 %	2 623	10 272 365	16,76

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,78
Taux de rendement moyen du marché	6,61
Taux de rentabilité moyen du marché	8,12
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	191
Volume moyen annuel par séance	2 050 081,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 198 134 371,67

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	81,19
Ratio moyen de satisfaction	40,70
Ratio moyen de tendance	50,13
Ratio moyen de couverture	199,50
Taux de rotation moyen du marché	0,28
Prime de risque du marché	1,51
Nombre de SGI participantes	35

Or noir

## Les États-Unis frôlent le statut d'exportateur net de pétrole

Portées par la crise au Moyen-Orient et la flambée des prix, les exportations de pétrole américaines atteignent des niveaux historiques, au point de frôler un basculement inédit en exportateur net depuis plus de 80 ans.

Les États-Unis frôlent un basculement historique sur le marché pétrolier mondial. Portées par une demande exceptionnelle en provenance d'Europe et d'Asie, leurs exportations de brut ont atteint des niveaux proches des records, au point de ramener les importations nettes à un plancher inédit. Une situation qui illustre à la fois le bouleversement des flux énergétiques mondiaux et les limites structurelles de l'appareil logistique américain. La semaine dernière, les États-Unis ont ainsi failli devenir, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un exportateur net de pétrole brut, leurs livraisons s'envolant face à des acheteurs en quête urgente de volumes alternatifs. En cause : la crise majeure déclenchée au Moyen-Orient.

**Des exportations à 5,2 millions de barils par jour**

Privés d'une partie des flux en provenance du Golfe, les raffineurs européens et asiatiques se sont tournés vers les États-Unis, premier producteur mondial. « Les raffineurs d'Asie et d'Europe, qui dépendent de ces approvi-



sionnements, ont acheté des cargaisons de substitution partout où ils le pouvaient, ce qui a fortement stimulé la demande de pétrole en provenance des États-Unis, premier producteur mondial de brut. » Résultat, les importations nettes américaines ont chuté à seulement 66.000 barils par jour, un plus bas depuis le début des statistiques hebdomadaires en 2001. Dans le même temps, les exportations ont grimpé à 5,2 millions de barils par jour, un sommet en sept mois. Sur une base annuelle, les États-Unis n'ont plus été exportateurs nets depuis 1943. Ce basculement traduit une recomposition accélérée des flux mondiaux.

### Flambée du Brent

Selon les données de Kpler, près de la moitié des exportations américaines ont été dirigées vers l'Europe la semaine dernière, contre plus d'un tiers vers l'Asie, une

part en nette progression sur un an. Parmi les principaux acheteurs figurent notamment les Pays-Bas, le Japon, la France, l'Allemagne et la Corée du Sud. Même la Turquie pourrait redevenir cliente, un tanker chargé de 500.000 barils étant en route vers ses côtes, une première depuis au moins un an. Cette ruée s'explique aussi par l'écart de prix entre les références internationales. La flambée du Brent, liée aux tensions géopolitiques, a creusé l'écart avec le brut américain WTI, atteignant jusqu'à 20,69 dollars le baril. Une situation qui renchérit les importations pour les États-Unis tout en rendant leur pétrole particulièrement compétitif à l'export. Les cargaisons destinées à l'Europe se négocient désormais à des niveaux records, proches de 150 dollars le baril. Mais cette dynamique se heurte déjà à des contraintes physiques.

LD (avec Reuters)

## France / Agriculture

### Le gouvernement organise la coordination des contrôles dans chaque département

Le décret répond à une revendication ancienne des syndicats agricoles, remise au premier plan lors du mouvement de colère qui a traversé le pays durant l'hiver 2024-2025.

L'exécutif veut mettre fin à la multiplication des contrôles dans les exploitations agricoles. Un décret publié dimanche au Journal officiel prévoit la création, dans chaque département, d'une instance chargée de coordonner les inspections administratives, avec l'objectif affiché de limiter leur fréquence. Un contrôle par an, mais pas moins de pression administrative. L'exécutif veut mettre fin à la multiplication des contrôles dans les exploitations agricoles. Un décret publié dimanche au Journal officiel prévoit la création, dans chaque département, d'une instance chargée de coordonner les inspections administratives, avec l'objectif affiché de limiter leur fréquence. Ce dispositif, qui entrera en vigueur dès lundi, a été acté par un décret signé

du Premier ministre Sébastien Lecornu et de plusieurs membres du gouvernement. « Le décret crée l'instance départementale de coordination des contrôles administratifs réalisés sur place dans les exploitations agricoles », précise le texte.

### Une réponse à la colère agricole

L'objectif est clair : simplifier les démarches pour les agriculteurs, en limitant la répétition des inspections. « Il vise à faciliter la mise en œuvre de l'objectif d'un contrôle unique annuel par exploitation agricole », poursuit le décret. Cette mesure répond à une revendication ancienne des syndicats agricoles, remise au premier plan lors du mouvement de colère qui a traversé le pays durant l'hiver 2024-2025. La

simplification administrative figurait alors parmi les principales demandes du secteur. Dans les faits, ce contrôle unique ne couvrira toutefois pas l'ensemble des vérifications. Plusieurs domaines restent exclus du dispositif. « La mission inter-services de l'agriculture n'est pas prévenue (...) des contrôles qui tendent à la détermination de l'assiette et au recouvrement des impôts et recettes publiques », précise le décret, qui exclut également les contrôles liés aux cotisations sociales, à la police administrative ou encore au droit du travail. Autant de dérogations qui pourraient limiter la portée concrète de cette simplification, dans un secteur toujours en attente de mesures tangibles pour alléger ses contraintes.

(Avec AFP)

## Start-up

### OptimPharma lance la chasse au gaspillage des médicaments

La jeune pousse nantaise a conçu la première plate-forme anti-gaspillage de médicaments à l'hôpital et dans les cliniques. OptimPharma gagne le prix Tech for Future 2026, organisé par La Tribune et BFM Business, dans la catégorie Start, qui récompense des pépites en phase d'amorçage.

11 tonnes de médicaments jetés par an, d'une valeur de 37 millions d'euros et dont la fabrication a généré une empreinte carbone de 6300 tonnes de CO2. Ces chiffres, issus d'une étude parue fin 2025 de l'organisme Resomedit, fédérant les 14 observatoires du médicament, des dispositifs médicaux et de l'innovation thérapeutique, concernent seulement 210 établissements de santé. Extrapolé par rapport aux quelque 3 000 hôpitaux et cliniques présents sur le territoire, ils donnent le tournis. Le gaspillage de médicaments en France, hors domicile, représenterait à lui seul une perte nette évaluée à 520 millions d'euros.

### Les médicaments jetés, un gouffre financier dans les hôpitaux

Un gouffre financier touché du doigt par Soumeya Ben Aïssa, préparatrice en pharmacie hospitalière pendant vingt ans, notamment au CHU de Nantes et à l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (APHP). En cause, un manque de temps humain pour gérer manuellement la collecte des médicaments non administrés aux patients, puis leur réintégration dans les circuits des pharmacies à usage intérieur (PUI) de l'établissement. « Cette tâche représente en moyenne



jusqu'à deux heures par jour et par service de soins. Elle est chronophage car chaque cachet ou gélule doit en effet être contrôlé afin d'éviter le moindre risque quand ils sont réintégrés dans les stocks, explique Soumeya Ben Aïssa. Or un grand hôpital parisien ou régional peut regrouper jusqu'à un millier de services ». Résultat, les médicaments sont jetés de façon générale, faute de temps, pour pallier tout risque ou du fait de leur préemption en raison de la longueur du processus de récupération.

### Une photo unique par chariot de médicaments

Le concept d'OptimPharma, plate-forme numérique mobile reliée aux PUI, est né de ce constat de gabegie. Concrètement, à partir d'une seule photo par chariot de médicaments, les données sont numérisées et viennent

alimenter la base des stocks de la pharmacie de l'hôpital. « Grâce à l'IA, la traçabilité de tous les médicaments est assurée et les produits périmés automatiquement repérés, assure Soumeya Ben Aïssa, fondatrice de la start-up en 2025. En automatisant entièrement la collecte, le temps nécessaire est largement réduit, environ 15 minutes au lieu de deux heures. C'est beaucoup plus acceptable pour les établissements médicaux et leurs personnels ». La quarantenaire n'a pas hésité à se former à l'intelligence artificielle fin 2024 à la Station F à Paris, avant de lancer son premier prototype, qu'elle a conçu elle-même. Dans sa version Beta, OptimPharma est ainsi testé à l'été 2025 au sein d'un établissement d'Elsa. Le 1er groupe d'hôpitaux privés français l'épaula et met à sa disposition un « laboratoire » grandeur nature.

Avec latribune.fr

## Voitures électriques

### Le leasing social relancé en juillet pour 50 000 ménages

À partir de juillet, 50 000 ménages modestes pourront accéder à des véhicules électriques avec un reste à charge compris entre 100 et 200 euros par mois.

Le gouvernement relancera en juillet son offre de leasing social pour les véhicules électriques, destinée aux ménages modestes, dans un contexte de tensions persistantes sur les prix de l'énergie et des carburants. L'exécutif maintient en parallèle sa stratégie de transition énergétique, malgré la pression des distributeurs pour alléger certaines contraintes. La transition électrique accélère sous contrainte budgétaire. À partir de juillet, 50 000 ménages modestes pourront accéder à des véhicules électriques avec un reste à charge compris entre 100 et 200 euros par mois, a annoncé à Ouest-France la ministre déléguée à l'Énergie Maud Bregeon. Le dispositif, initialement attendu en juin, vise les Français gagnant moins de 2 200 euros mensuels. Il



s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de réduction de la dépendance aux énergies fossiles, dans un contexte de volatilité persistante des prix.

### Refus de lâcher sur les CEE

Dans le même temps, l'exécutif a opposé une fin de non-recevoir aux distributeurs de carburant, qui réclamaient une suspension temporaire des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour réduire

les prix à la pompe. « Il faut sortir de notre dépendance aux énergies fossiles importées (...). Renoncer du jour au lendemain aux aides qui accompagnent les Français dans cette transition serait un non-sens », a insisté la ministre. Ces certificats, financés par les fournisseurs d'énergie selon le principe du pollueur-payeur, constituent un levier clé pour financer la rénovation énergétique ou accompagner l'achat de véhicules moins polluants.

(Avec AFP)

## Course à la tête de l'ONU

## Entre équilibres géopolitiques et espoir d'une première femme

Alors que le processus de désignation du prochain Secrétaire général de l'ONU est lancé, les États membres s'engagent dans une bataille diplomatique où se mêlent enjeux de genre, rivalités géopolitiques et stratégies d'influence, avec une décision attendue d'ici fin 2026.

● Junior Aredola

Processus décisif pour l'avenir du multilatéralisme. La course pour désigner le dixième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est officiellement engagée. Celui ou celle qui prendra ses fonctions le 1er janvier 2027 succédera à António Guterres, dont le mandat s'achève le 31 décembre 2026. Au-delà d'une simple transition institutionnelle, ce choix s'annonce déterminant pour l'orientation de la diplomatie mondiale dans un contexte international marqué par des tensions croissantes et une fragmentation des équilibres géopolitiques. Le Secrétaire général, souvent désigné sous l'acronyme « SG », occupe une position centrale au sein du système onusien. À la fois chef administratif et diplomate en chef, il dirige le Secrétariat, supervise les opérations internationales,



alerte le Conseil de sécurité sur les menaces à la paix et joue un rôle clé de médiateur dans les crises. Il incarne également la voix publique de l'ONU face aux grands défis globaux. Le calendrier du processus électoral est déjà bien balisé. Depuis novembre 2025, les États membres ont été invités à soumettre leurs candidatures avant le 1er avril 2026. Les 21 et 22 avril 2026, les candidats participent à des auditions publiques inédites, diffusées depuis la salle de l'Assemblée générale. Une étape destinée à renforcer la transparence du processus. Ensuite, le Conseil de sécurité examinera les candidatures à huis clos à partir de fin juillet, avant que l'As-

semblée générale n'entérine la nomination d'ici la fin de l'année. En pratique, la décision finale se joue généralement entre août et octobre. À ce stade, quatre personnalités sont officiellement en lice : Michelle Bachelet pour le Chili, Rafael Grossi pour l'Argentine, Rebeca Grynspan pour le Costa Rica et Macky Sall pour le Sénégal. Une liste qui pourrait encore évoluer dans les mois à venir.

#### Entre rivalités de puissances et quête de représentativité

Au-delà des profils individuels, la désignation du prochain Secrétaire général cristallise plusieurs enjeux majeurs. Le premier concerne

l'origine géographique du futur dirigeant. Une tradition non écrite favorise une rotation régionale, et de nombreux observateurs estiment que l'Amérique latine ou l'Afrique pourraient être privilégiées cette fois-ci. La question du genre s'impose également avec force. Depuis la création de l'ONU en 1945, aucune femme n'a encore accédé à ce poste. La candidature de figures comme Michelle Bachelet ou Rebeca Grynspan ravive donc l'espoir d'une première historique, soutenue par de nombreux États et organisations de la société civile plaçant pour une gouvernance plus inclusive. Mais l'équation la plus complexe reste celle des rapports de force entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité — États-Unis, Chine, Russie, France et Royaume-Uni — qui disposent chacun d'un droit de veto. Dans un contexte de rivalités accrues entre grandes puissances, parvenir à un consensus sur un candidat acceptable pour tous s'annonce particuliè-

rement délicat. Ces divergences pourraient prolonger les négociations et favoriser l'émergence d'un candidat de compromis, capable de rassurer toutes les parties sans s'aliéner aucun camp. Historiquement, ce type de profil a souvent été privilégié pour préserver l'équilibre fragile du système multilatéral.

#### Contexte international sous haute tension

La désignation du prochain Secrétaire général intervient dans un environnement international marqué par une multiplication des crises. Conflits armés persistants, dérèglement climatique, crises économiques et défis humanitaires mettent à rude épreuve la capacité d'action de l'ONU. Dans ce contexte, le futur dirigeant devra faire preuve d'une grande habileté diplomatique pour relancer le multilatéralisme et restaurer la confiance entre États membres. Il lui faudra également renforcer l'efficacité des mécanismes de prévention des conflits et promouvoir

des solutions concertées face aux enjeux globaux. Par ailleurs, la montée des contestations contre les institutions internationales et les critiques sur leur efficacité ajoutent une pression supplémentaire sur ce processus de désignation. Le prochain Secrétaire général devra non seulement gérer les crises, mais aussi réaffirmer la légitimité et la pertinence de l'ONU dans un monde en mutation. Enfin, cette élection s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation de la gouvernance mondiale. Le choix du futur Secrétaire général sera scruté comme un signal fort quant à la direction que souhaitent prendre les États membres : continuité prudente ou renouvellement ambitieux. À l'heure où les auditions des candidats débent, une certitude s'impose : bien plus qu'une nomination, il s'agit d'un choix stratégique pour l'avenir du système international.

## HOROSCOPE finance

**Bélier** L'intérêt du mouvement astral actuel, pour vous, c'est que la Lune va cesser de peser sur votre équilibre financier. La période des vaches maigres est finie, vous pourrez enfin vous offrir quelques petites gâteries.

**Taureau** Adoptez une bonne stratégie financière si vous souhaitez faire fructifier vos ressources matérielles. Une erreur pourrait vous coûter cher aujourd'hui. Soyez très vigilant, à cause des dissonances astrales.

**Gémeaux** Quand allez-vous vous résigner à ne plus croire au Père Noël ? Si vous avez une journée difficile financièrement à passer, comptez sur vos efforts méthodiques et persévérants pour vous en sortir, mais surtout pas sur le jeu alors même qu'on vous répète à longueur d'année que "ce n'est pas cher et ça peut rapporter gros". Sachez que la planète Mercure vous soutiendra vigoureusement si vous renoncez à des solutions soi-disant faciles mais totalement utopiques.

**Cancer** La chance va vous sourire. Vous pouvez espérer réaliser des opérations financières juteuses ou gagner à un jeu de hasard. Saturne en cet aspect vous donnera un sens de l'opportunité quasiment infaillible. Vous saurez donc saisir certaines affaires alléchantes et tirer la couverture à vous sans problème.

**Lion** La journée verra une augmentation sensible de vos ressources, peut-être par voie d'un héritage confortable, d'une succession, d'un legs ou d'une donation. En tout cas, vous jouirez d'une bonne aisance financière.

**Vierge** Tout ce qui, dans votre thème natal, est lié au plan financier, sera cette fois sous l'influence de planètes favorables, et vous devriez donc obtenir une amélioration sur ce plan. Attention, il ne faudra pas compter sur la chance pure : ce sont vos efforts personnels et votre travail qui seront à la source de cette embellie.

**Balance** Vous pourrez compter sur le soutien efficace de Jupiter, l'astre des richesses, actuellement installé dans votre Ciel. Grâce à lui, vous pourrez constater une amélioration de vos finances. Un pronostic encourageant que confirmera le passage de Mercure.

**Scorpion** Avec cet aspect de Jupiter, ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de réorganiser vos placements. Jupiter vous permettra d'arrondir vos revenus.

**Sagittaire** L'accent sera mis sur les questions d'argent. Vous aurez plus de chance dans ce domaine que d'habitude. Restez quand même prudent. Sachez exactement jusqu'où vous pouvez aller en demandant conseil à des experts.

**Capricorne** Les questions financières deviendront une préoccupation majeure dans les foyers. L'état du budget familial sera donc un sujet sans fin de discussions avec votre conjoint. Vous risquez même de vous disputer violemment. Il serait sage de mettre au point ensemble une stratégie délimitant les responsabilités de chacun de vous deux.

**Verseau** Vous qui redoutez les problèmes d'argent, pavoisez ! Les influences planétaires vous seront favorables dans ce domaine et vous permettront de consolider sensiblement votre situation matérielle.

**Poisson** Très bonnes influences astrales dans le secteur financier. Profitez-en pour consolider votre situation matérielle. Vous pourrez aussi envisager de nouveaux modes de placements à long terme.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

#### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

#### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

#### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

#### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

#### Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

#### Correcteur

Michel Yao AYEVA

#### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

# LA LOI DE LA SPECIALISATION

« Le chien a beau avoir quatre pattes, il ne peut emprunter deux chemins à la fois ». Afrique du Sud

Je rencontre beaucoup d'entrepreneurs qui font face parfois à la dureté du marché. Il leur arrive des moments de longue soudure financière, desquels naît la tentative de se lancer dans d'autres activités sans relation aucune avec leur secteur ou choix de métier, en attendant d'obtenir des contrats relatifs à leur métier. Cela ne veut pas dire qu'un entrepreneur ne peut pas transformer son entreprise, en magasin ou en boutique. C'est dire que si vous êtes par exemple dans les travaux publics, vous pouvez faire des élargissements dans des secteurs qui constituent le prolongement de votre activité. Vous pouvez par exemple fabriquer des pavés, faire de l'entretien bâtiment, faire de la rénovation de bâtiments, ou encore de l'immobilier. Mais ne vous accablez pas à faire de la banque. Ne vous lancez pas dans la formation et le recrutement, parce qu'une de vos relations en a émis le besoin. Vous pouvez très bien être capable de faire plusieurs choses, mais vous ne pouvez pas être bon et expert dans tous les domaines. Vous ne pouvez pas tout faire à la fois, même si vous êtes un bon équilibriste.

Avez-vous remarqué que les médecins généralistes sont moins payés que les spécialistes ? Lorsque vous rentrez dans un hôpital, une clinique ou un centre de santé, qui vous prend en charge en premier ? C'est le généraliste, ensuite au regard du diagnostic, vous êtes dirigé vers le spécialiste n'est-ce pas ? Ça peut être un cardiologue, un gynécologue, un pédiatre. Pendant les formations, lorsque je dis aux participants qu'ils ne peuvent pas tout faire au même moment, l'une des habituelles réponses, qui m'est donnée, est qu'en tant qu'africain, il faut apprendre à avoir plusieurs cordes à son arc, pour pouvoir faire face à n'importe quel besoin ou situation. D'un certain point de vue, cela peut constituer un atout, mais vous serez un bricoleur et on donne les petits travaux au bricoleur. On ne confie jamais les projets sensibles et d'envergure à un bricoleur. A ce stade, on cherche le spécialiste. On peut disposer de l'information ou de la connaissance de base



ou transversale, mais pour de la précision, on cherchera un spécialiste.

**PRINCIPE : La loi de la spécialisation : les spécialistes sont toujours mieux payés que les généralistes.**

Lorsque par exemple, votre voiture connaît de petites pannes, vous la remettez au garagiste du coin, n'est-ce pas ? Mais quand vous avez une panne d'envergure ou un défi sensible, confiez-vous encore la voiture au garagiste du coin ? Vous n'hésitez pas à recourir à un ami pour qu'il vous recommande un spécialiste de la marque de votre voiture. Vous ne confiez pas la voiture au garagiste du coin pour votre défi de moteur, parce que vous n'êtes pas certain qu'il puisse vous donner satisfaction.

C'est ainsi que nous avons pleins de gens qui touchent à tout sans en être des experts ou spécialistes. Si nous allons sur un champ un peu plus large, les pays africains se voient parfois dans l'obligation de recourir à des compétences extérieures dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, l'armée, l'architecture, l'ingénierie... Et ces supposés experts proposent parfois des pratiques et des solutions trouvées à partir des problématiques auxquelles ils ont été confrontés et qui ne relèvent pas forcément de nos réalités. Que ce soit au niveau étatique ou sur le plan individuel, il s'agit d'être bon en quelque chose et d'en avoir une

notoriété. Aujourd'hui la Suisse est reconnue comme un pays de services financiers, de l'horlogerie de luxe, des institutions internationales et de grands rencontres mondiaux. Les dragons de l'Asie pour être des pays de services, les pays du golfe anticipant sur la diminution de leurs réserves pétrolières ont décidé de faire une transition vers le service, le tourisme d'affaires, l'art et la culture...

Autant l'on associe une télévision, une voiture, un Smartphone à une marque donnée, autant l'on devrait associer votre renommée, la renommée des pays africains à un domaine spécifique. L'individu comme l'Etat doit opérer des choix stratégiques. Dans l'un de mes articles publié récemment sur les réseaux sociaux, j'ai mentionné que chaque individu devrait avoir une identité remarquable à laquelle il sera identifié. Certains ont des identités remarquables peu enviables de menteurs, de malhonnêtes, d'hypocrites, de faussaires ; d'autres sont reconnus pour être des travailleurs, des gens studieux, des personnes qui tiennent leurs promesses, de bons pères de familles, des entrepreneurs à succès. Vous devez décider de la marque que vous aurez.

Je suivais récemment une émission dans laquelle il était dit que le secteur de l'aéronautique est l'un des secteurs les plus promoteurs, parce qu'on aura besoin de plus de 500.000 pilotes sur les dix prochaines années. On peut le croire aisément quand on voit le nombre d'avions que Boeing ou Airbus livre chaque année et surtout le fait que leurs carnets de

commandes ne cessent de progresser. Il se trouve qu'avec l'évolution de la technologie, les systèmes de navigation à bord des avions deviennent de plus en plus sophistiqués

non seulement à cause de l'évolution mais également pour garantir plus de sécurité aux passagers. Du coup, on a besoin de spécialistes et non d'amateurs. Vous imaginez qu'on laisse un pilote d'un petit hydravion aux commandes d'un Airbus A380 ? Aujourd'hui, l'évolution atteint tous les domaines. Dans le domaine de l'architecture par exemple, il y a quelques décennies on ne parlait pas de gestionnaire urbain ni de paysagiste. Aujourd'hui il y a plusieurs démembrements dans le domaine de l'architecture, de la médecine, du droit (le e-commerce et l'internet de façon générale ont bouleversé le domaine)...

Il n'est pas dit de se couper de tout et ne pas s'intéresser à d'autres domaines. Il faut disposer de l'information et de la connaissance générale, basique et transversale afin de pouvoir tenir des conversations par exemple au cours d'un dîner d'affaires ou des cérémonies mondaines. Vous n'aimerez pas donner l'impression de vivre dans un autre monde, cela inquiétera les gens. Mais en dehors de cela, développez une expertise parce qu'on ne peut pas sauter en avant et en arrière en même temps. Il vous faut aussi être au fait des changements et mutations qui s'opèrent dans votre domaine afin de vous actualiser constamment et apprendre de nouvelles choses. Si vous ne vous actualisez pas, vous pourrez être expert dans votre domaine mais vous serez entrain d'utiliser des outils, méthodes, logiciels..., datant d'une autre époque dans un monde différent.

Vous savez désormais quoi faire. Alors à vous de jouer.

**Extrait du livre : DES PROVERBES AFRICAINS AU DEVELOPPEMENT PERSONNEL ET AU LEADERSHIP « GANDONOU S. Marcellin. Publié en 2018 et préfacé par le Professeur Honorat AGUÉSSY.**

**Que la paix soit avec vous !!!**

**GANDONOU S. Marcellin**  
**CEO SENAKPON GROUP**  
**m.gandonou@senakpon.com**  
**Consultant - Auteur - Coach -**  
**Conférencier international.**

**Bassar**

**La COOPEC Bilimon a mobilisé 2.077.307.253 FCFA en 2025**

La Coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) « Bilimon » de Bassar a fait le bilan de ses activités de l'exercice 2025 au cours de sa 14<sup>ème</sup> assemblée générale ordinaire, le vendredi 17 avril. Elle a mobilisé 2.077.307.253 FCFA des membres actifs au cours de cette année.

Les membres de la COOPEC venus des préfectures de Dankpen, Mò et Bassar ont suivi et adoptés les différents rapports du Conseil d'administration (CA), du Comité de crédit (CC) et du Conseil de surveillance (CS) de l'institution. Divers points ont été aussi abordés, notamment l'évaluation et le suivi des portefeuilles de crédit et l'examen des actions de recouvrement. Selon les rapports, la COOPEC a un effectif de 36.096 membres en 2025 contre 34.368 membres en 2024 soit une augmentation un peu à la hausse. A ce jour, elle a, à son actif, quatre agences à savoir Kabou dans la commune Bassar 3, Guérin-Kouka dans Dankpen et Djarkpanga dans le Mò et la direction, à Bassar. La COOPEC a mobilisé 2.077.307.253 FCFA de dépôts des membres actifs en 2025 contre 2.496.524.974 en 2024. Il ressort également que la COOPEC Bilimon a accordé des crédits à 1991 membres pour un montant de 1.781.840.100 FCFA en 2025 contre 2.369 membres d'un montant de 2.369.094.500 FCFA en 2024. Ainsi, au 31 décembre 2025, 2.166 membres ont obtenu des crédits avec un montant de 1.573.538.677 contre 1.924.428 FCFA



en 2024 soit une baisse de 18,242%. La COOPEC « Bilimon » a un fonds propre qui s'élève à 65.183.738 en 2025 FCFA comparativement à 40.877.558 FCFA pour l'année 2024. Le représentant du préfet de Bassar, M. Alodji Osse Kossi a exprimé sa gratitude envers le directeur général du réseau ainsi que tous les actionnaires pour leur détermination. Il a félicité le personnel de la coopérative et les membres pour leur engagement financier dans leur communauté. Il a salué la prouesse et l'efficacité du réseau qui reste toujours aux cotés de la population. Le représentant de la FUCEC Togo, M. Johnson Paolo a témoigné sa reconnaissance à Dieu pour sa protection constance sur l'institution et remercié tout le monde pour la disponibilité et le sens de responsabilité pour le succès de la coopérative. La présidente du conseil d'administration de la COO-

PEC Bilimon, Mme Djauguin Kakoule s'est réjouie de la détermination, du travail abattu par l'ensemble du personnel. Elle a souligné que la coopérative tendra toujours la main aux opérateurs, aux entrepreneurs, commerçantes et tous ceux qui veulent initier une activité génératrice de revenu. Elle a également réitéré son engagement selon lequel la coopérative demeurera toujours efficace et solide si les membres honorent leurs engagements vis-à-vis de l'institution. Mme Djauguin a invité les non adhérents à ouvrir massivement leur compte dans les livres du réseau. Le CA a tenu neuf réunions, dont une élargie aux autres organes en 2025. Il a ainsi analysé et adopté le plan d'affaires révisé de la COOPEC, examiné le rapport du crédit et a suivi la restitution de la mission d'audit avant d'adopter le plan de travail et budget de l'exercice 2025. Avec ATOP/LK/DHK/KYA

**Doufelgou/ 37ème édition de Adji-Sintu**

**Une conférence sur les valeurs endogènes pour promouvoir la cohésion sociale**

Une conférence-débat autour du thème : « Identité culturelle et valeurs endogènes : fondement de la cohésion sociale » a été animée, le jeudi 16 avril à Défalé dans la commune Doufelgou 2, dans le cadre des activités marquant la célébration de la 37ème édition de Adji-Sintu.

Cette activité se veut un moment d'échanges, de réflexion et de partage d'expériences et de propositions de nouvelles pistes d'actions pour promouvoir le développement du milieu à travers la tradition. Il s'agit d'amener les fils et filles de Défalé à cultiver la paix, la tolérance, le vivre-ensemble à travers les pratiques à adopter pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Animée par plusieurs personnalités et cadres du milieu, la conférence a permis aux participants en majorité des jeunes de comprendre le bien fondé du respect de la tradition. Les échanges également ont contribué à éclairer l'assistance sur le contexte de la sécurité et de sensibiliser la jeunesse contre la consommation de la drogue et des substances psychoactives, susceptible d'engendrer la violence. Les jeunes ont été aussi instruits sur les bienfaits du dialogue et de la communication, qui sont des moyens d'anéantissement de conflit. En marge de cette conférence, les fils et filles de Défalé ont été conviés à la création des richesses à travers la modernisation



des cultures du terroir avec la mise en exergue du rôle de la femme dans le développement dans la société. L'ancien ministre, Col. Latta Dokisime Gnana, natif de la localité, a exhorté l'ensemble de la population sur les méfaits de la drogue ainsi que le mauvais usage des réseaux sociaux, lesquels peuvent contenir des messages de haine et de déstabilisation. Il a témoigné sa gratitude au Président du Conseil pour sa politique de paix, de sécurité et de stabilité économique à travers les cultures des peuples. Le président du comité d'organisation, Amegah Arthur Hassoh a indiqué que cette rencontre est un cadre de motivation des jeunes à mieux connaître et à s'imprégner de la culture « Lamba ». « Notre identité culturelle n'est pas un héritage figé, elle est une richesse vivante dynamique qui se transmet de génération en génération. Elle est faite de

nos traditions : le sintu, la abora, le roko, de nos rites, croyances et valeurs endogènes qui sont le socle de notre vivre ensemble, à travers la solidarité, la justice sociale et le sens de la communauté », a-t-il fait savoir. Le chef canton de Défalé, Abeta Soukoum s'est réjoui de la séance tout en remerciant les organisateurs et en invitant sa communauté à la culture de paix. Les activités se poursuivent avec l'élection de la miss traditionnelle, un autre moment pour célébrer la beauté et l'excellence féminine. La séance a aussi connu la participation du maire de la commune Doufelgou 2, Mme Koubonou Atiota Touni, le secrétariat général adjoint du gouvernement de la région de la Kara, ainsi que d'autres autorités politiques, administratives, militaires et religieuses de Doufelgou. Avec ATOP/SG/TAL/DHK

**Région des Savanes**

**Le bureau conjoint des agences du Système des Nations unies ouvert à Dapaong**

Le Système des nations unies (SNU) a ouvert le bureau conjoint de ses agences intervenant dans la région des Savanes, le vendredi 17 avril à Dapaong. L'évènement a été couplé du lancement du projet « Appui à la prévention des conflits dans la région des Savanes pour une gestion inclusive et durable des ressources naturelles et la promotion de la sécurité communautaire ».

La cérémonie a été présidée par le ministre de la Sécurité, Col. Calixte Madjoulba et le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, en présence de la coordinatrice résidente du SNU au Togo, Mme Coumba Sow, du gouverneur de la région des Savanes, Atcha-Dédji Affoh, du coordonnateur national du PURS, Gal Dadja Maganawè, des responsables des différentes agences du SNU et plusieurs autorités administratives et militaires. L'ouverture d'un bureau conjoint dans les Savanes a pour but de renforcer l'opérationnalité des équipes du SNU-Togo et de mieux accompagner le gouvernement dans la prévention des conflits et la



résilience des populations. Il s'agit de rapprocher l'action des Nations unies des personnes déplacées, des réfugiés et des communautés d'accueil. Le projet d'appui à la prévention des conflits dans la région est financé par le Fonds de consolidation de la paix « PeaceBuilding Fund » (PBF) du secrétaire général des Nations Unies. Il sera mis en œuvre conjointement par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD),

l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il ambitionne de prévenir les conflits à la source en agissant sur les dynamiques locales, à travers le renforcement du dialogue communautaire, la gestion pacifique et inclusive des ressources naturelles, ainsi que le soutien aux moyens de subsistance durables au profit des groupes vulnérables. Le ministre de la Sécurité a

salué le partenariat entre le gouvernement togolais et le SNU face aux défis sécuritaires et socioéconomiques qui affectent la région des Savanes. Pour le Colonel Madjoulba, l'ouverture du bureau conjoint répond à une exigence de coordination, d'efficacité et de proximité avec les populations. « Face à une menace transnationale, aucune réponse isolée ne saurait suffire, elle doit être collective, coordonnée, soli-

daire et surtout inclusive », a-t-il relevé. Le ministre s'est réjoui du lancement du projet qui contribuera à consolider la cohésion sociale, renforcer les capacités locales de prévention et à faire des communautés, de véritables actrices de leur propres sécurités. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest et la coordinatrice du SNU au Togo ont réaffirmé l'engagement de l'institu-

tion à toujours accompagner le Togo dans ses projets et programme pour la paix, la sécurité, la cohésion sociale et la résilience. La journée a été marquée entre autres par la montée du drapeau des Nations unies dans la cours des locaux du bureau conjoint, la coupure du ruban symbolique, le dévoilement de la plaque d'inauguration, la visite guidée des lieux et la mise en terre de plants. Avec ATOP/JK/GMM/KYA

**Le Togo en chiffres**

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
	Page	Montage
PIB/habitant (PPA, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement OMI (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2022)**	49,6%	55,1%

INFRASTRUCTURES		
	2022	2021
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (AIFI, AIDI 2022)	43/54	-
Score Transport index	28/54	-
Taux d'abandonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisant l'internet (BM, 2022)	30%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2022)**	2,5	2,6

SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE		
	Page	Montage
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

Classements d'indicateurs de gouvernance		
	2023	2022
Transparency international 2023	126/180	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180	113/180

**1<sup>er</sup>** Le Togo est le 1<sup>er</sup> exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 38 747 tonnes en 2023, selon le rapport 60 impacts of organic agricultural products, key developments 2023 (Commission de l'UE).

• Source : tresor.economie.gouv.fr

# BRVM INVESTMENT DAYS 2026

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

CONNECTING GLOBAL CAPITAL  
WITH WEST AFRICA'S MARKETS



GOLD SPONSOR



SILVER SPONSORS



KFTitrisation



BRONZE SPONSOR



STRATEGIC  
PARTNER



MARKET INFRASTRUCTURE  
PARTNER



MEDIA PARTNERS



Benin • Burkina Faso • Côte d'Ivoire • Guinée-Bissau • Mali • Niger • Senegal • Togo